

Europe de l'Est L'angoisse démographique

Entre 15 et 18 millions de citoyens de l'est du continent vivent en Europe de l'Ouest. La Roumanie a perdu 20 % de sa population depuis 1989. Cette émigration, ininterrompue, qui touche aussi les élites, provoque une crise démocratique sur laquelle les populistes prospèrent

JEAN-BAPTISTE CHASTAND
ONESTI (ROUMANIE) - envoyé spécial

C'est une absence insidieuse qui ne se perçoit pas aussitôt. A l'entrée de la ville d'Onesti, ex-fleur de pétrochimie de l'époque communiste, il y a certes d'abord la gigantesque zone industrielle qui rouille tranquillement dans un état de quasi-abandon. Mais il faut ensuite se promener plusieurs heures et discuter avec les habitants pour saisir l'étendue du fléau qui ronge cette cité, à l'image de tant d'autres, dans la Roumanie profonde: la fuite d'une grande partie de sa population.

Le soir venu, les rares fenêtres allumées des immeubles construits dans les années 1960 trahissent le nombre d'appartements vides. « Lorsque les compteurs d'eau ont été relevés dans mon immeuble, on s'est rendu compte que seuls une vingtaine d'appartements, sur soixante-cinq, étaient encore occupés », raconte un fonctionnaire de la mairie. Il se souvient de l'époque où « une fumée bleue » plait en permanence dans l'atmosphère, signe d'une activité aussi polluante que pourvoyeuse d'emplois. Cet âge d'or est révolu.

La grande bibliothèque est déserte; le stade et la piscine sont fermés. Où sont passés les habitants? « Ils sont partis », ne cache pas le maire, Nicolae Gnatiuc. La ville natale de la célèbre gymnaste Nadia Comaneci a perdu la moitié de sa population depuis 1990. Amorcé dès cette époque, le déclin d'Onesti s'est accéléré avec l'adhésion de la Roumanie à l'Union européenne (UE), en 2007, qui a ouvert les portes du marché du travail d'Europe de l'Ouest à une population en quête d'une vie meilleure. A la gare routière, des annonces de compagnies de transport égrenent les noms de ces eldorados, forcément situés à l'Ouest: « Allemagne, Belgique, Pays-Bas, France, Danemark... »

« SANS PRÉCÉDENT EN TEMPS DE PAIX »

S'il est l'un des plus préoccupants du pays, le destin d'Onesti, au cœur de la Moldavie roumaine, région parmi les plus pauvres, n'est pas un cas isolé. Les estimations varient, mais toutes s'accordent sur le fait qu'au moins 3 millions de Roumains vivent actuellement à l'étranger. Pays de 23 millions d'âmes à la chute de Nicolae Ceausescu, en 1989, la Roumanie n'en comptait plus que 19,7 millions en 2017. D'ici à 2050, ce chiffre devrait plonger aux alentours de 16 millions, selon l'ONU qui a placé la Roumanie parmi les dix pays risquant de perdre le plus d'habitants, d'ici à la moitié du siècle. A ses côtés figurent la Bulgarie, la Croatie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la Moldavie, la Serbie, l'Ukraine... Autant d'États d'Europe centrale et orientale où le déclin démographique s'apparente désormais à une menace existentielle.

« Un tel déclin démographique est sans précédent en temps de paix », assure Tomas Sobotka qui surveille les évolutions de la population européenne depuis l'Institut démographique de Vienne, en Autriche. En Europe centrale et orientale, il y a une combinaison, unique, entre la baisse de la fécondité et une

émigration désormais devenue cause principale du déclin démographique. » La tendance est d'autant plus frappante qu'elle opère une division nette entre l'est et l'ouest de l'Europe. L'impact des flux migratoires est en passe de reconstituer une sorte de « rideau de fer » démographique.

Ainsi, note Tomas Sobotka, tandis que la population des quinze anciens États membres de l'UE a augmenté de 12 % entre 1990 et 2017, celle des treize États ayant adhéré depuis 2004 et qui ont presque tous ont en commun un passé communiste a baissé de 7 %. Selon les estimations du démographe, fondées sur ces informations partielles, entre 15 et 18 millions de citoyens d'Europe centrale et orientale résident aujourd'hui en Europe de l'Ouest.

Sur le plan politique, le sujet est sensible. Aucun responsable gouvernemental ne se réjouit de voir ses ressortissants quitter massivement leur pays. « En Europe, le poids politique d'un pays est déterminé par sa population, rappelle le démographe. On sait par exemple que le nombre officiel d'émigrés est sous-estimé d'environ un tiers ou un cinquième en Hongrie et en République tchèque. Des pays comme la Pologne ont continué de comptabiliser des gens qui n'y habitent plus. » Le maire d'Onesti est ainsi incapable de chiffrer avec précision le nombre d'habitants de sa propre commune: « 51 000, d'après le dernier recensement », assure d'abord Nicolae Gnatiuc. Il faut lui mettre sous le nez le rapport de l'Institut national de statistiques roumain qui donne le chiffre de 39 172 habitants en 2011 pour qu'il se ravise: « On doit être entre 35 000 ou 36 000: c'est ce qu'on peut déduire de la quantité de poubelles générées. » Ce serait même encore moins selon la société de ramassage des ordures qui a suspendu ses services, en affirmant que seules 27 000 personnes payaient effectivement leurs taxes, alors que son contrat en comptait 36 000...

La situation est encore pire dans les environs d'Onesti. A Radoaia, en janvier, l'unique rue du village, défoncée, est presque totalement déserte. Normal, constate le patron de la seule épicerie ouverte: « 80 % des gens travaillent à l'étranger. » « Au Royaume-Uni, je gagne 150 livres [environ 174 euros] par jour, alors que, en Roumanie, c'est 200 livres [232 euros] pour un mois! », résume un ouvrier du bâtiment revenu, au cœur de l'hiver, pour rendre visite à sa grand-mère dans ce village majoritairement rom. Si la diaspora est absente, son argent, en revanche, se voit partout. Aux côtés d'infrastructures publiques dans un état déplorable se dressent d'imposantes demeures – certaines encore en chantier – au style kitch, mêlant colonnades et statues.

Malgré de fortes hausses du salaire minimum en Roumanie ces dernières années, le revenu moyen local ne représente qu'environ 16 % de la moyenne européenne; celui des Bulgares 24 %. Résultat: 200 000 Roumains quitteraient chaque année leur pays, soit 23 toutes les heures. « Il n'existe nulle part dans le monde de mesures miraculeuses pour stopper ou réduire de manière significative l'émigration d'un pays pauvre vers un pays riche voisin », rappelle Dumitru Sandu, spécialiste de l'émigration roumaine.

La remarque se vérifie avec encore plus d'acuité dans un espace de libre circulation tel que l'UE. Instaurée dès le traité de Rome mais véritablement consacrée en 1992, à l'occasion du traité de Maastricht, cette liberté permet à tout Européen de travailler et de s'installer librement au sein de l'Union. Appliquée jusqu'en 2004 dans un espace doté d'un niveau de vie relativement homogène, elle a pris une autre ampleur après les élargissements successifs à l'Est. Quinze ans après, Eurostat estime désormais que 20 % des actifs roumains, 15 % des Litvaniens ou 14 % des Croates travaillent hors de leur pays, en Europe.

PÉNURIE DE MAIN-D'ŒUVRE

Si la France n'a pas manqué de polémiques au sujet du « plombier polonais », elle est plutôt restée en marge de ce phénomène. En revanche, l'Italie, l'Espagne, l'Allemagne et, plus encore, le Royaume-Uni ont accueilli, pendant des années, à bras ouvert cette main-d'œuvre bon marché et flexible, active aussi bien dans la construction que dans l'agriculture ou la santé – jusqu'à susciter des tensions politiques qui sont l'une des causes du vote en faveur du Brexit.

« L'émigration massive a sauvé la Roumanie d'une incroyable crise économique et sociale, assure le démographe roumain Vasile Ghetau. La pression sur le marché du travail a brusquement diminué, le taux de chômage a chuté. Depuis 2010, 27 milliards d'euros sont entrés dans le pays grâce aux transferts d'argent. Des millions de proches d'émigrés ont ainsi acquis un niveau de vie décent; des millions ont pu investir pour obtenir un logement ou un commerce. » Mais le phénomène suscite désormais de grandes inquiétudes. « La pénurie de main-d'œuvre est très forte dans le centre et l'ouest, note le chercheur. Et ça va s'accroître. La population en âge de travailler va diminuer. Les Roumains qui continuent à partir sont de plus en plus qualifiés. C'est une perte sérieuse pour l'avenir. » Délaissé par ses médecins partis dans les hôpitaux de l'Ouest, le piteux état du secteur sanitaire roumain en est le symbole le plus fort.

Près d'Onesti, les écoliers de Caiuti peignent joyeusement des drapeaux européens. Entre un tiers et la moitié de ces enfants vivent pourtant privés d'au moins un de leurs parents, parti à l'étranger. Emigrants modestes, la plupart des Roumains ne peuvent pas se permettre d'emmener leurs enfants, qu'ils laissent au pays avec les grands-parents, ou d'autres membres de la famille.

Longtemps aveugle, le gouvernement roumain a, en 2015, fini par imposer aux parents émigrés de déclarer les enfants laissés derrière eux. « Dans notre école, seuls 26 enfants ont été déclarés », déplore la directrice, Gabriela Tosa, 46 ans. Il suffit de leur poser la question pour constater qu'ils sont en réalité bien plus nombreux. D'après elle, les émigrés redoutent les contrôles des services sociaux. Issue d'une famille qui a presque entièrement émigré, M^{me} Tosa s'enorgueillit d'être restée au pays où elle a entamé un doctorat sur l'impact psychologique de ces séparations: « Faible estime de soi, manque

« FAIBLE ESTIME
DE SOI, MANQUE
DE STIMULATION,
ABANDON
SCOLAIRE... »
D'APRÈS GABRIELA
TOSA, DIRECTRICE
D'ÉCOLE, NOMBREUX
SONT LES MAUX LIÉS
AUX SÉPARATIONS
CHEZ LES ENFANTS
D'ÉMIGRÉS

de stimulation par les grands-parents, rôle de l'école dévalorisé, abandon scolaire... » A l'écouter, la liste de ces maux est longue. Son école a perdu 40 élèves entre 2017 et 2018.

« Les classes ferment et de plus en plus de professeurs sont convoqués au rectorat pour des mutations forcées », abonde Marian Damoc. Contrairement à la plupart de ses amis, cet homme de 30 ans est revenu chez lui après ses études. Il travaille pour l'ONG Terre des hommes, qui finance des équipements scolaires dans la région. « Tout le monde me demande pourquoi je suis rentré; je n'arrive jamais vraiment à l'expliquer », confie-t-il. Il s'inquiète de

cette fuite généralisée et de ce qu'elle pourrait, à terme, signifier : la mort de sa terre natale.

Après des longues années de déclin industriel, plusieurs usines se sont récemment installées à Onesti, attirées par une croissance dynamique et une main-d'œuvre à bas prix. La chute démographique freine désormais leur développement. Fabricant de parquets polonais, Barlinek cherche, par exemple, à recruter une vingtaine de personnes, sur les 380 de l'usine qui découpe des planches de chêne pour les exporter dans le monde entier. *« Il y a vingt ans, les candidats faisaient la queue devant les portes des usines.*

Aujourd'hui, on doit se montrer très attentif aux besoins des employés pour qu'ils ne nous quittent pas », assure le patron, Octavian Ristea, qui tente de garder ses ouvriers en les payant 2100 lei brut (440 euros) par mois, soit juste au-dessus du salaire minimum d'environ 2050 lei. Une situation qui s'observe partout en Europe centrale. En Hongrie, les employés d'Audi ont ainsi obtenu, en janvier, une augmentation de salaire de 18 % !

Si les entrepreneurs s'inquiètent d'une inflation salariale qui ne suivrait pas la productivité, ce rattrapage ne semble pas encore convaincre les Européens de l'Est de revenir dans leur pays. Quant à l'immigration, dans des pays sans aucune tradition

en la matière, elle reste un tabou. En témoigne le discours fleuve prononcé le 10 février par Viktor Orban, le premier ministre ultraconservateur hongrois, devenu le symbole du front du refus migratoire est-européen. *« Nous vivons une époque où, en Europe, il naît de moins en moins d'enfants. Les Occidentaux y répondent par l'immigration. Mais nous, ce n'est pas de chiffres dont nous avons besoin, mais d'enfants hongrois. Pour nous, accepter l'immigration équivaut à déposer les armes », a-t-il plaidé en proposant un bataillon de mesures natalistes, dont une exemption d'impôts totale pour les mères de quatre enfants.*

Derrière les déclarations politiques de façade, certains pays de la région commencent pourtant à songer à l'immigration. Les Ukrainiens et les citoyens des Balkans sont présents, par centaines de milliers, en Pologne, en République tchèque ou en Slovaquie. Même s'ils ne sont pas membres de l'UE, ils obtiennent sans difficulté des permis de travail. Leurs pays sont eux-mêmes en pleine crise démographique, limitant le « stock » de travailleurs disponible. Timidement, la question d'aller chercher plus loin émerge. La Roumanie a récemment relevé les quotas de

permis de travail pour les citoyens non européens, et on peut désormais rencontrer des Népalais ou des Vietnamiens dans l'industrie ou l'hôtellerie, dans des coins aussi reculés que la Moldavie roumaine.

Le cas le plus baroque est probablement celui du conglomérat agricole du riche premier ministre tchèque Andrej Babis, connu pour pourfendre l'immigration dans ses discours, mais qui n'hésite pas à employer des ouvriers vietnamiens dans certains de ses abattoirs, selon la radio allemande Deutsche Welle. Pour le démographe Tomas Sobotka, les pays de la région n'auront pas forcément le choix. *« Dans les dix ou vingt prochaines années, ils vont devenir des pays d'immigration, comme l'Espagne ou l'Irlande le sont devenus dans les années 1990. »* Pour lui, *« la grande question »* est de savoir s'ils pourront compter sur une immigration originaire de Russie, a priori plus facile à accepter culturellement que des Africains ou des Moyen-Orientaux. Avec ses 140 millions d'habitants, la Russie aurait de quoi fournir des bataillons de travailleurs, mais, là aussi, la question de leur acceptation dans des pays traumatisés par l'occupation soviétique se pose.

L'inquiétude démographique est si grande à l'Est que des idées inimaginables il y a encore quelques années ont émergé ces derniers mois. Le ministre des finances roumain a suggéré, fin 2018, que la liberté d'installation dans l'UE soit limitée à cinq ans... *« C'est peut-être une mesure restrictive, mais on doit bien avoir une forme de cohésion sociale. On ne peut pas continuer à renforcer l'Ouest en laissant le reste de l'Europe derrière », a-t-il défendu. En juin, c'était la présidente croate, Kolinda Grabar-Kitarovic, qui affirmait que « le plus grand inconvénient de l'UE reste la libre circulation des personnes ». « La mobilité c'est bien, aussi longtemps que les gens reviennent, déclarait-elle alors. Or, la Croatie connaît actuellement une tendance démographique fortement négative. »* Tous les deux ont dû rapidement faire marche arrière après avoir été critiqués de toutes parts, mais leurs réflexions en disent long sur le niveau de perplexité des élites locales.

DÉPENDANCE AUX AIDES SOCIALES

« Les solutions sont souvent trop compliquées », avance Una Bergmane, historienne à la London School of Economics et originaire de Lettonie, un pays qui a souffert, comme ses voisins baltes, d'une émigration massive ces dernières années. « Aucune politique familiale ne suffira à faire suffisamment augmenter le taux de natalité pour compenser la baisse de population, dit-elle. En Lettonie, le gouvernement a bien mis en place des plans d'aide au retour, mais l'idée de faire revenir les 300 000 Lettons qui sont partis est irréaliste. Et l'immigration reste un sujet très sensible dans ce pays qui vit dans une peur identitaire existentielle depuis l'occupation soviétique. »

Les responsables politiques de l'Est sont ambivalents. Pendant longtemps, ils ont vu cette émigration d'un bon œil, parce qu'elle permettait à la fois de faire baisser le chômage sans effort et de faire partir les citoyens les plus éduqués, et donc potentiellement plus critiques à l'égard des pouvoirs en place. Les émigrés ont laissé derrière eux des conci-

toyens souvent moins formés, moins productifs et plus dépendants des aides sociales, largement utilisées dans des pays comme la Roumanie comme moyen de pression sur un électorat rendu plus captif.

« *Les Roumains qui sont partis forment la meilleure partie de la Roumanie en termes de créativité, de productivité, de pensée critique. Le pouvoir n'a pas forcément intérêt à ce qu'ils rentrent* », explique le chercheur Dumitru Sandu. A l'élection présidentielle de 2014, la diaspora roumaine a largement voté contre le Parti social-démocrate, actuellement au pouvoir, qui s'attaque à l'indépendance de la justice et multiplie les discours eurosceptiques. « *Des études montrent que le comportement électoral des proches des émigrés roumains est également différent*, souligne le chercheur. *Après avoir vu ce qui se passe à l'étranger, ils votent différemment.* »

Dans une sorte d'effet boule de neige, le raidissement identitaire, la corruption endémique et les atteintes à l'Etat de droit, qui se sont multipliés dans les ex-pays communistes ces dernières années, encourageraient ainsi, davantage encore, les citoyens les plus éduqués à partir. Le lien entre crise démographique et crise démocratique est évident. En Estonie, un nouveau parti nationaliste surfe ainsi sur le déclin de la population pour fustiger les élites en place, accusées de vouloir favoriser autant l'émigration que l'immigration. Il a fait une percée inédite aux législatives du 3 mars.

RÉSISTANCE DE LA DIASPORA

Un article du *New York Times* de novembre 2018 établit un lien entre les scores élevés du parti d'extrême droite AfD dans les Länder d'ex-Allemagne de l'Est et le déséquilibre du ratio hommes/femmes qui y sévit. Alors que le niveau de vie et la situation économique ont largement convergé depuis la réunification, les démographes soulignent que les femmes de l'Est, plus diplômées et plus mobiles, sont davantage parties chercher des opportunités à l'Ouest que les hommes. Ces derniers, confrontés à l'arrivée inédite d'une immigration majoritairement masculine lors de la crise des réfugiés de 2015, auraient développé un ressentiment, typique des désormais fameux « mâles blancs », d'autant plus fort que le nombre de femmes était déjà insuffisant sur leur territoire. Et ils ont donc davantage voté pour l'extrême droite. « *Ce déséquilibre hommes/femmes dans l'émigration n'existe qu'en ex-Allemagne de l'Est* », relativise le démographe Tomas Sobotka.

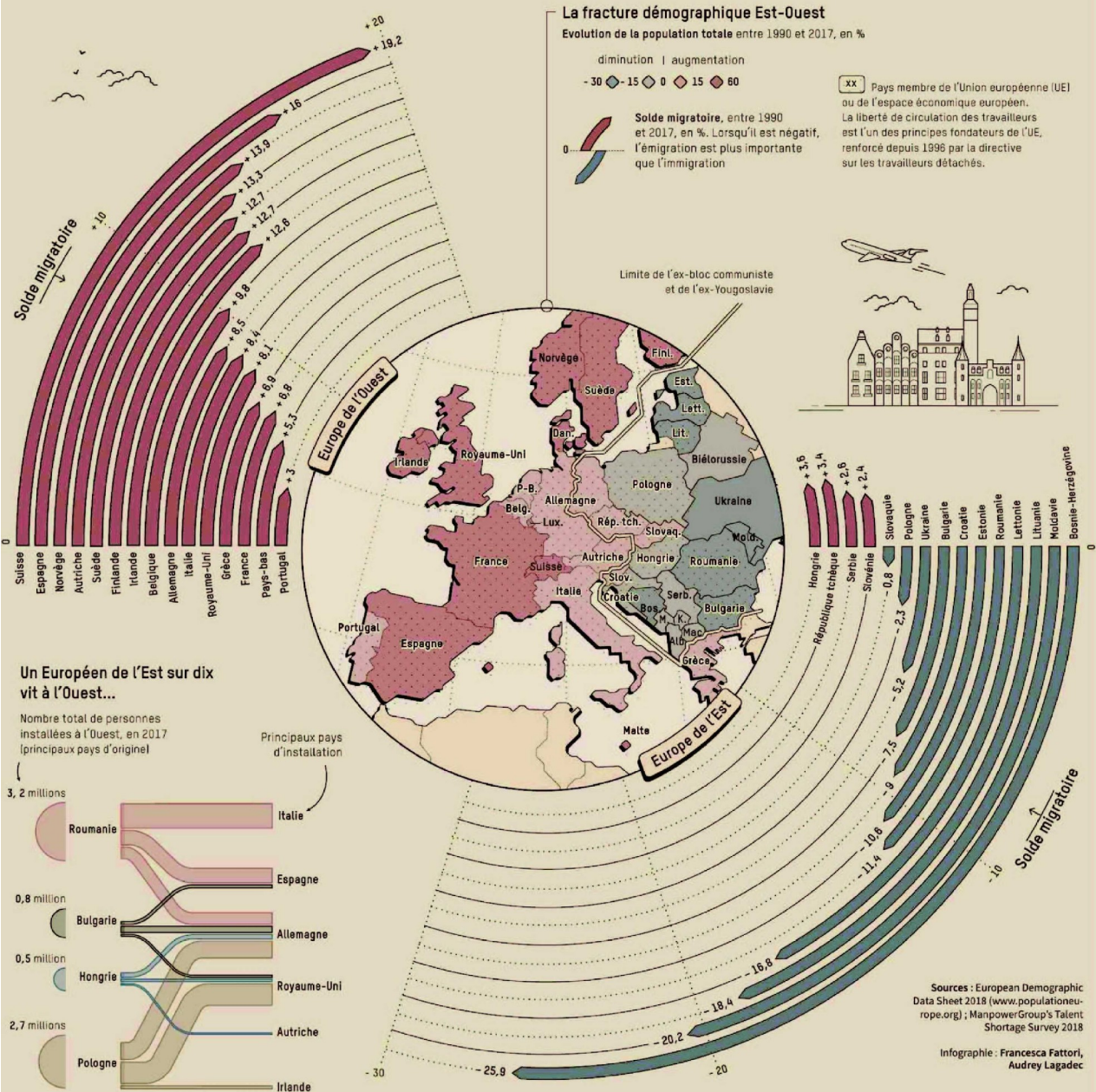
A Londres, Bruxelles ou Berlin, de nombreuses organisations civiques est-européennes ont fleuri ces dernières années pour résister, à distance, aux poussées réactionnaires dans leurs pays. Tomas Sobotka constate que, en République tchèque, son pays d'origine, « *la diaspora vote plus pour des candidats libéraux* [dans le sens anglo-saxon] ». Cette résistance est nettement moins évidente sur la masse des émigrés plus modestes, travaillant dans les usines ou occupant des emplois faiblement qualifiés en Europe de l'Ouest. « *En Grande-Bretagne, il y a des Lettons pour qui*

l'émigration n'était pas une opportunité, mais une nécessité. Cette classe ouvrière en garde une certaine amertume. Lors des élections d'octobre [2018], le parti populiste a fait le plein chez cet électorat à travers Facebook », souligne l'historienne Una Bergmane.

Les échantillons électoraux des diasporas de l'Est restent toutefois souvent très faibles en raison de la complexité du vote depuis l'étranger, et il n'existe pas d'études détaillées sur l'évolution de leurs opinions politiques au contact des sociétés ouest-européennes. Souvent peu considérés par leurs capitales d'origine, faiblement représentés par les systèmes électoraux aussi bien dans leur pays d'origine que dans celui d'adoption, ces Européens restent, au final, des citoyens mal connus. Plus qu'une résistance à la montée de l'« illibéralisme », il est possible que ces diasporas de l'Est nourrissent surtout un ressentiment à l'encontre de leurs élites parce que celles-ci n'ont pas réussi à les convaincre de rester au pays. Ainsi, en Hongrie, le tout nouveau parti Momentum, fondé par des jeunes diplômés farouchement anti-Orban et revenus au pays pour lutter contre les dérives antidémocratiques de l'homme fort de Budapest, n'a obtenu que 3 % à peine des voix aux législatives d'avril 2018... Alors même qu'ils font l'expérience de la diversité dans les grandes villes d'Europe de l'Ouest dans des conditions parfois difficiles, rien n'assure que ces émigrés utiliseront ce ressentiment pour stopper les dérives nationalistes dans leurs pays d'origine. ■

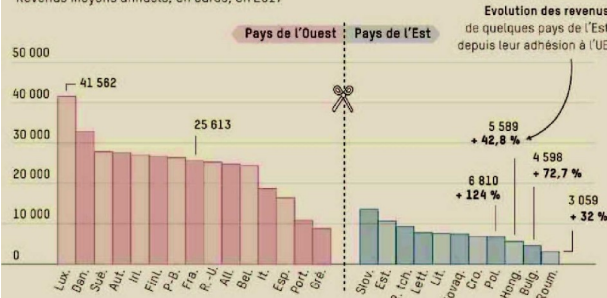
En Europe, le grand écart des populations

Avec des soldes migratoires positifs à l'Ouest et négatifs à l'Est, la fracture démographique entre les deux zones du continent se creuse toujours davantage



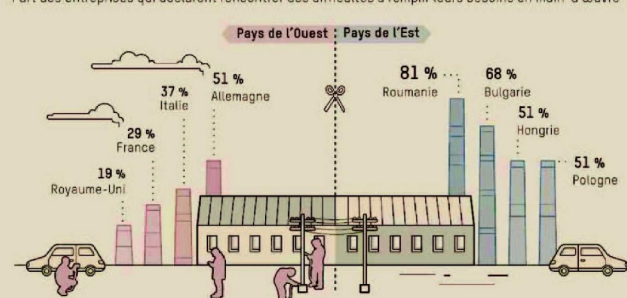
... attiré par un niveau de vie plus élevé

Revenus moyens annuels, en euros, en 2017



A l'Est, les entreprises peinent à recruter

Part des entreprises qui déclarent rencontrer des difficultés à remplir leurs besoins en main-d'œuvre



Marci Shore « Le paternalisme de l'Ouest peut renforcer un ressentiment à l'Est »

Pour l'historienne américaine, on ne peut analyser la construction européenne selon une division persistante entre un Ouest qui serait par essence démocratique, et un Est « en transition »

ENTRETIEN

VIENNE (AUTRICHE) - correspondant

Professeure d'histoire à l'université Yale (New Haven, Connecticut), Marci Shore, spécialiste de l'espace postsoviétique européen, est actuellement invitée par l'Institut des sciences humaines de Vienne (Autriche) à explorer le développement du postmarxisme chez les dissidents après 1968.

Comment expliquer le fossé idéologique qui demeure entre l'est de l'Europe et le reste de l'Occident ?

Pour moi qui suis américaine, il n'existe pas vraiment de fossé. L'arrivée au pouvoir du parti PiS [*« Droit et justice »*, *ultraconservateur*] en Pologne, la sortie de l'UE du Royaume-Uni et l'élection de Donald Trump aux Etats-Unis relèvent d'un même phénomène de crise démocratique dépassant largement l'Europe de l'Est. Le Brexit se déroule en Europe de l'Ouest. Trump dirige un pays occidental.

Les plébiscites populistes ne s'observent pas seulement en Europe de l'Est. Je me demande au contraire si nous ne sommes pas plus semblables aujourd'hui que nous ne l'étions avant 1989 [*et la chute du mur de Berlin*]. Une amie me disait que, lorsqu'elle prenait l'avion avant cette date depuis Vienne ou Francfort pour aller à Kiev ou à Saint-Petersbourg, elle avait l'impression d'atterrir dans un monde différent. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Ne souffrons-nous pas désormais tous des mêmes pathologies ?

Ne percevez-vous pas une influence russe particulièrement active à l'Est ?

Je me trouvais récemment dans l'est de

l'Ukraine. J'y ai rencontré des personnes qui étaient catégoriques : en tant qu'Américaine, disaient-elles, je ne pourrai jamais comprendre à quel point l'héritage soviétique restait toxique. Selon elles, l'*Homo sovieticus* existerait encore ; la population demeurerait vulnérable à la propagande émanant du Kremlin. Mes interlocuteurs ont illustré leur

propos par la campagne dirigée contre Euromaïdan [*nom donné aux révoltes pro-européennes en Ukraine, à partir de novembre 2013*], qui affirmait que ces manifestations résultaient d'un complot fomenté par la CIA, les Américains payant par ailleurs des fascistes pour tuer tous les locuteurs russes.

Le succès d'une telle falsification a certes de quoi interloquer. Mais, d'un autre côté, des millions d'Américains ne croient-ils pas que Hillary Clinton a fait enlever et enfermer dans la cave d'une pizzeria de Washington des enfants pour les exploiter dans un réseau pornographique ? Ce sont peut-être les mêmes trolls russes qui ont inventé ces deux fables. Grâce à Internet, ils sont tout aussi capables d'influencer l'opinion publique des Etats-Unis que celle de l'Ukraine ou de la Russie. Et ce, alors que nous avons, outre-Atlantique, une riche tradition démocratique ; nous ne sommes pas des *Homo sovieticus*. Donc, je m'interroge : pourquoi la désinformation marche-t-elle aussi chez nous ?

Dans l'inconscient collectif occidental, en intégrant la famille européenne, l'Europe de l'Est allait automatiquement adopter ses valeurs. Cela ne s'est pas déroulé ainsi. Pourquoi ?

Dans les années 1990, l'aspiration à l'Europe, que l'on retrouve au cœur du mouvement Euromaidan, était au centre des discours des dissidents d'Europe centrale. L'Europe était pour eux à l'opposé du communisme. Elle

incarnait l'Etat de droit, où pouvait s'épanouir la dignité humaine. A la suite des premiers élargissements de 2004, il est évident qu'une certaine désillusion s'est installée. Toutes les faiblesses et les imperfections sont naturellement devenues manifestes, une fois la structure intégrée.

Des erreurs sont-elles imputables aux pays fondateurs de l'Union européenne ?

Ivan Krastev et Steven Holmes [*deux intellectuels associés à l'Institut des sciences humaines de Vienne*] travaillent sur un livre dans lequel ils développent une analogie entre la situation qui prévaut en Europe et *Pygmalion*, la pièce de George Bernard Shaw qui inspira la comédie musicale *My Fair Lady* [*décrivant le parcours d'une jeune femme à qui l'on inculque les bonnes manières de l'époque victorienne*]. Comme dans cette fiction, l'Ouest sert de tuteur à l'Est. Les Occidentaux disent à leurs voisins : « On va vous apprendre comment être comme nous, comment organiser une élection et être civilisés. » Or une certaine condescendance à leur égard est ressentie par ceux qui, libérés d'un carcan et aspirant à rejoindre un univers perçu comme désirable, n'éprouvent pas pour autant l'envie de se sentir dans une perpétuelle position d'infériorité. Le paternalisme peut renforcer un ressentiment dont je pressentais déjà le risque après la chute du Mur.

Ce ressentiment est-il spécifique à l'Europe de l'Est ?

Les Européens de l'Est y sont en effet particulièrement vulnérables. Outre qu'il leur a été expliqué qu'ils étaient en retard dans leur développement [*par rapport à l'Ouest*], cette vulnérabilité puise ses racines dans l'histoire tourmentée de cette région, à l'intersection du nazisme et du communisme. Les popu-

lations de ces pays savent qu'il existe des archives susceptibles d'entacher leur probité. La Shoah a été perpétrée sur les territoires d'Europe centrale et de l'Est; et rares sont ceux qui ont traversé la période communiste en gardant les « mains propres ».

Le nazisme et le stalinisme ont été profondément entrelacés et imposés aux gens qui vivaient là-bas. Comment décrire la psyché des habitants d'une petite ville de province – disons, en Pologne orientale –, brièvement occupée par les Allemands, ensuite intégrée à l'espace soviétique, puis retournant après vingt et un mois dans le giron germanique, avant d'être récupérée à nouveau par les Soviétiques? Aucun être humain ne peut sortir indemne d'un tel vécu, ballotté entre deux régimes totalitaires. Il s'agit d'une expérience de la guerre nettement plus complexe que celle qu'ont connue les Européens de l'Ouest.

Le communisme a ensuite perduré si longtemps que de nombreux citoyens impliqués dans l'ancien système sont encore actifs aujourd'hui. Les retraités d'avant 1989 se sont retrouvés avec des pensions qui ne valaient plus rien. Ils s'étaient sans doute compromis, ils avaient travaillé toute leur vie pour le communisme, qui leur avait promis qu'il s'occuperait d'eux dans leur grand âge. Soudain, toutes les règles ont changé et il était trop tard pour en tirer parti. Le contrat social a été rompu. On peut concevoir que, dans ces circonstances, certains rechignent à vouloir suivre le chemin tracé par les Occidentaux; on peut entendre ce ressentiment.

Ce danger n'a-t-il pas été perçu par Paris,

Londres ou Washington ?

Aucune distinction entre démocratie, libéralisme et néolibéralisme économique dans le marché libre n'a été établie par les capitales occidentales, parce que ce trio était considéré comme la panacée face à toute forme d'oppression. Une assumption évidente régnait, selon laquelle toutes les bonnes choses allaient ensemble : les droits fondamentaux, la liberté, la démocratie, la vérité et le marché libre constituaient une sorte de « package capitaliste utopique ». Les faiblesses du libéralisme

avaient pourtant été observées dès le siècle précédent. On a préféré les mettre de côté.

Récemment, j'ai fait lire à mes étudiants un chapitre de *Vienne fin de siècle*, l'ouvrage de Carl E. Schorske, qui rappelle le long chemin parcouru par le libéralisme pour aller de la France jusqu'à l'empire des Habsbourg entre 1860 et 1870. Les libéraux pensaient alors que l'expansion du droit de vote se traduirait par un plus grand soutien au libéralisme. Il s'est avéré qu'ils avaient tort : c'est précisément en étendant le droit de vote que les libéraux ont perdu le pouvoir dans l'empire des Habsbourg. Les Américains n'ont jamais réfléchi à cela. Pour nous, démocratie et libéralisme étaient synonymes. Nous ne nous sommes jamais demandé ce qui arriverait si une majorité votait contre le libéralisme.

La démocratie ne représente-t-elle plus un modèle attrayant pour l'Est européen ?

L'est-elle encore tellement pour les autres occidentaux? Ce n'est pas évident, si je prends en compte, dans mon pays, les milliers d'indi-

vidus qui crient [lors des meetings de Donald Trump]: « Build the Wall! » [« Construisons le mur! »] ou « Lock her up! » [« Enfermez-là », en parlant de Hillary Clinton]. A contrario, j'ai tendance à penser que les Slovaques, par exemple, ont peut-être réussi à surmonter le populisme en 2018, à la suite de l'assassinat du journaliste Jan Kuciak [alors qu'il enquêtait sur des liens présumés entre la mafia et des membres du gouvernement]. Ils ont manifesté dans le cadre du mouvement Pour une Slovaquie décente. Le fait qu'ils ont été confrontés à des années noires juste après leur indépendance, en 1993, avec l'ère Meciar [du nom du premier ministre, Vladimir Meciar, aux pratiques antidémocratiques], peut laisser penser qu'ils ont été partiellement immunisés contre l'autoritarisme.

En quoi les Occidentaux sont-ils aussi les héritiers de l'Europe de l'Est ?

Cette région a légué à l'Occident la philosophie dissidente, incarnée par le Tchèque Vaclav Havel. Elle nous a appris que, en tant qu'êtres humains, nous étions des sujets et non des objets, dont la responsabilité était d'aller chercher la vérité, de vivre la vérité. J'ai vu cette philosophie émerger de nouveau lors de l'Euromaïdan, en Ukraine. On a recommencé à parler de la vérité, de la subjectivité, de la responsabilité individuelle comme d'antidotes à l'autoritarisme. En ces temps de postvérité [concept selon lequel les faits objectifs ont moins d'influence sur la formation de l'opinion que l'appel aux émotions et aux croyances personnelles], il me paraît particulièrement pertinent de revisiter cette tradition. ■

BLAISE GAUQUELIN

« Carpet of Promises »

(bzs-relief, 2016),
de Roman Minin.

ELENA ILIENKO

COURTESY OF ROMAN MININ
AND NEW NOW GALLERY

ses œuvres (peintures, bas-reliefs et vitraux), à ces hommes, à leur vie, leur métier et leur état d'esprit.

Sa composition « Carpet of Promises » (« tapis de promesses »), peinture murale réalisée dans

Roman Minin

L'artiste ukrainien, né à Donetsk en 1981, est diplômé de l'École des beaux-arts et de l'Académie des arts et du design de Kharkov. Issu d'une région et d'une famille de mineurs, il rend hommage, à travers

la tradition de l'art monumental, représente, peu après les manifestations pro-européennes d'Euromaïdan de 2013, une Ukraine pleine de promesses jamais tenues.